Considérations sur les prémisses du modèle de Kalecki

Robert St-Louis

Volume 41, numéro 2, juillet–septembre 1965

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003049ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003049ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

St-Louis, R. (1965). Considérations sur les prémisses du modèle de Kalecki. *L'Actualité économique*, 41(2), 269–281. <https://doi.org/10.7202/1003049ar>

Considérations sur les prémisses du modèle de Kalecki

De tous les modèles édifiés pour illustrer le rythme d'évolution du rapport exprimant la rémunération totale de certains agents d'une économie en regard des sommes versées à l'ensemble des facteurs de production de tous les secteurs, il en est un qui offre un intérêt particulier, surtout en ce qui concerne les travaux empiriques qui lui tiennent lieu de fondements : il s'agit du modèle de Kalecki¹. Il s'agit donc d'un schéma à caractère global.

Mais là s'arrête toute analogie avec les autres modèles de répartition de la richesse d'un pays entre les divers preneurs de rémunération. L'auteur a voulu lui donner une orientation bien spécifique : analyser les transformations de la part relative dévolue à la main-d'œuvre manuelle (classe des salariés) en regard d'un dénominateur d'un type assez particulier. Sur la stabilité de ce rapport repose l'échafaudage qu'il monte pour commenter les changements possibles dans la distribution du revenu national et en longue période et au cours des cycles économiques.

Il n'y a pas lieu pour nous de contester la valeur des travaux empiriques² sur lesquels repose l'hypothèse de départ du modèle. Notre ambition se limite à tenter de reconstituer, suivant la méthode adoptée par Kuznetts et pour le Canada, les éléments du rapport dont il est ici question, éléments que nous allons définir plus loin, quitte à débattre une hypothèse bien particulière : celle de la part des salaires versés dans le secteur tertiaire pour laquelle Kalecki

1. Kalecki, Michael, « The Distribution of the National Income », *Readings in the Theory of Income Distribution*, R.D. Irwin Inc., 1951, pp. 197-217.

2. Kuznetts, Simon, *National Income and Capital Formation 1919-1935*, National Bureau of Economic Research, New-York, 1937, pp. 62-67.

suppose, à notre avis trop volontiers, qu'elle suit des mouvements de même sens et surtout de même intensité que les changements relatifs de l'ensemble de la masse salariale constituée des salaires et des traitements.

Considérons d'abord brièvement les notions de salaire, de traitement et de valeur totale ajoutée par les entreprises privées nationales. Il en est des salaires et des traitements comme de ces termes auxquels le langage parlé aurait conféré un certain degré de synonymie. Est-ce à dire que toute tentative en vue d'établir une ligne de démarcation à la frontière de ces deux concepts ne peut échapper à une irrémédiable imprécision ? Il ne fait pas de doute que l'expression statistique de l'évolution de l'un et l'autre ne peut, dans bien des cas, éviter de noyer le tout sous le terme plus global de rémunération de la main-d'œuvre. Mais il reste que l'activité humaine productive, en quête d'une rémunération, comporte certains aspects bien particuliers qui nous laissent croire en la possibilité d'une distinction valable.

Pour ce, nous allons de nouveau nous en remettre à Kuznetts³ pour exposer certains critères propres à valoriser cette distinction susceptible de multiples orientations. Celui-ci retient les critères suivants :

- la participation plus ou moins prochaine ou directe au processus de production ;
- la plus ou moins grande prédominance du caractère manuel dans la tâche remplie ou pour le service rendu ;
- l'apprentissage et l'éducation requis ;
- les modalités de la rémunération (à la pièce ou au temps) ;
- la périodicité de la rémunération au temps (heure, jour, semaine...) ;
- le niveau de la somme perçue.

Nous ne saurions donc nous contenter de tabler sur un seul de ces éléments pour justifier les coefficients du numérateur dans le rapport que nous tenterons d'établir ici : la frontière entre le concept de salaire et celui de traitement pourrait se délimiter par diverses combinaisons de ces critères. Compte tenu de l'importance de

3. Kuznetts, Simon, *National Income and its Composition 1919-1938*, National Bureau of Economic Research, New-York 1941, volume I, p. 86.

plus en plus grande prise par les substituts productifs qui viennent reculer le point de confrontation de l'homme avec la matière ouvrable, de tous les aspects vus, la participation plus ou moins directe au processus de production et le caractère manuel de l'opération ont eu le plus de poids. Ils expliquent, du moins en partie, le fait que les unités temporelles de salaires sont plus courtes que celles des traitements dans la plupart des secteurs industriels.

Il faut rappeler ici que nous sommes d'abord intéressés par la part de la valeur totale ajoutée par les entreprises privées nationales versées à la main-d'œuvre manuelle dans l'ensemble de l'économie canadienne. Nous désignerons ce rapport par $\frac{s}{v}$, s représentant ici la masse des salaires ou plus spécifiquement la rémunération de la main-d'œuvre manuelle et v cette valeur totale ajoutée sur laquelle il y a lieu de nous étendre quelque peu. Si nous suivons à la piste les travaux empiriques de Kalecki ⁴, nous nous rendons compte que le concept du produit national brut domestique au coût des facteurs (le secteur gouvernemental étant exclu) et celui de la valeur totale ajoutée par les entreprises privées nationales se recouvrent à très peu de choses près.

Finalement, quelques précisions s'imposent quant à la méthode adoptée par Kalecki ⁵ pour éluder les difficultés inhérentes à l'évaluation statistique des salaires dans le secteur tertiaire. L'appareil statistique n'est pas sans refléter le fait que les deux premiers critères de distinction entre les notions de salaires et de traitement s'estompent ici ; dès lors, le seul point de repère consiste en la périodicité de la rémunération au temps, l'attention étant surtout portée sur le taux de salaire horaire. Au fait, il est possible comme le souligne l'auteur, d'obtenir une vague estimation de la valeur des sommes versées à la main-d'œuvre manuelle dans les secteurs de l'agriculture, des mines, de l'industrie manufacturière, de la construction et finalement du transport ferroviaire.

Mais nous ne croyons pas possible, comme le fait Kalecki, de déterminer à partir des travaux de Kuznetts, un quelconque niveau de rémunération de cette main-d'œuvre manuelle dans les autres secteurs d'une économie. Nous nous proposons d'exposer empirique-

4. Kalecki, Michael, « The Distribution of the National Income », *op. cit.*

5. *Ibid.*, p. 200.

ment les fondements de ce doute à travers l'expérience canadienne de l'après-guerre.

Cette tentative de reconstitution, pour le Canada, des éléments apparaissant au rapport $\frac{s}{v}$ ne se veut cependant pas complète au départ. Tout d'abord, seuls feront l'objet de calculs les secteurs pour lesquels une estimation du s paraît possible. Le tableau I fait état de l'évolution du dénominateur v . Au tableau II apparaît une partie des éléments devant ici constituer le numérateur : ce numérateur partiel est également exprimé en pourcentage de son importance en regard du produit national brut privé domestique (P.N.B.D.) tel que fourni par le tableau I. Bien que dépourvu de toute rigueur

Tableau I

**Produit national brut domestique au coût des facteurs,
sans le secteur de l'administration publique et de la défense ⁶**

(en millions de dollars)

Années	Produit national brut domestique au coût des facteurs	Administration publique et défense	Produit national brut domestique privé
1946	10,966	958	10,008
1947	12,378	757	11,621
1948	14,091	853	13,232
1949	14,938	991	13,947
1950	16,570	1,070	15,500
1951	19,383	1,294	18,089
1952	20,714	1,531	19,183
1953	21,790	1,686	20,104
1954	22,213	1,478	20,735
1955	24,326	1,590	22,736
1956	27,189	1,738	25,451
1957	28,298	1,929	26,369
1958	29,045	2,094	26,951
1959	31,175	2,201	28,974
1960	32,336	2,342	29,994
1961	33,331	2,914	30,817
1962	35,850	2,652	33,198
1963	38,291	2,812	35,479

6. National Accounts, Income and Expenditure, O.F.S., Ottawa.

MODÈLE DE KALECKI

Tableau II

Estimation de la rémunération de la main-d'œuvre manuelle
pour certains secteurs

(en millions de dollars)

Années	Agriculture ⁷	Exploitation forestière ⁸	Pêche et piégeage ⁹	Mines, carrières et puits de pétrole ⁹	Manufactures ¹⁰	Construction ¹¹	Chemins de fer ¹²	Total	Valeur relative au P.N.-B.D. en p.c.
1946	125	248	10	171	1,340	345	243	2,588	25.9
1947	133	331	8	200	1,611	483	384	3,156	27.2
1948	142	360	11	247	1,877	605	442	3,684	27.8
1949	143	313	13	270	1,963	817	465	3,984	28.6
1950	157	343	14	289	2,079	920	466	4,268	27.5
1951	171	428	15	343	2,460	1,230	567	5,214	29.8
1952	188	466	14	390	2,714	1,454	610	5,836	30.4
1953	175	439	13	386	2,940	1,651	644	6,248	31.1
1954	139	428	21	395	2,822	1,680	595	6,080	29.3
1955	161	506	20	421	2,995	1,787	602	6,432	28.6
1956	172	472	23	472	3,299	2,137	707	7,282	28.6
1957	173	431	21	505	3,416	2,310	702	7,558	28.7
1958	176	338	26	494	3,333	2,315	670	7,352	27.3
1959	182	347	23	516	3,543	2,378	689	7,678	26.5
1960	192	375	22	520	3,565	2,337	659	7,670	25.6
1961	195	422	25	506	3,646	2,349	674	7,817	25.4

Tableau III

Investissements en machines et équipements neufs
dans tous les secteurs¹³

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Valeur (millions de dollars) .	584	1,016	1,230	1,323	1,389	1,763	1,916	2,073
En p.c. du P.N.B.D.	5.8	8.7	9.3	9.5	9.0	9.8	10.0	10.3
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Valeur (millions de dollars) .	1,881	1,984	2,659	2,823	2,401	2,571	2,672	2,388
En p.c. du P.N.B.D.	9.1	8.7	10.4	10.7	8.9	8.9	8.9	7.7

7. National Accounts, Income and Expenditure, O.F.S., Ottawa.

8. Opérations en forêt: Estimations définitives de la production manufacturière, O.F.S., Ottawa.

9. Mining Statistics, O.F.S., Ottawa.

10. General Review of the Manufacturing Industries of Canada (principalement Summary for 1961), O.F.S., Ottawa.

11. Construction au Canada, O.F.S., Ottawa.

12. Railway Transport, O.F.S., Ottawa.

13. Comptes Nationaux, O.F.S., Ottawa.

statistique, ce tableau n'en offre pas moins l'estimation d'un ordre de grandeur dont l'évolution peut retenir notre attention. Au fait, la diversité des sources de renseignements peut s'expliquer par le désir que nous avons d'utiliser des données dont l'interprétation fut justifiable en regard d'un ou de plusieurs des aspects distinctifs préalablement considérés. C'est ainsi que la colonne « chemins de fer » fait état ici de cette partie de la rémunération de la main-d'œuvre qui est appliquée aux frais d'exploitation.

L'illustration graphique (graphique I) de la part relative perçue par la main-d'œuvre manuelle pour les secteurs ici considérés nous montre une courbe dont les points seraient, *grosso modo*, assez régulièrement distribués autour d'un point-sommet en 1953. De la multitude des phénomènes qui pourraient être invoqués pour expliquer l'augmentation et la chute de la part de rémunération des agents

Graphique I

Rémunération et investissement en p.c. du P.N.B.D.¹⁴

14. Il s'agit ici du P.N.B.D. qui apparaît au tableau I.

physiquement ou ostensiblement productifs dans l'économie canadienne, on peut d'abord retenir que certains sont d'ordre quantitatif et d'autres d'ordre qualitatif. Ainsi, à la mobilité sectorielle et à l'état d'automatisation croissante vient se greffer l'évolution de chacun des éléments constitutifs de la masse salariale : heures et semaines ouvrées, taux de salaire horaire et nombre de salariés dans le secteur. Étant intéressés par le niveau de rémunération globale de la main-d'œuvre manuelle, y inclus les secteurs qui ne figurent pas au tableau II et qui font l'objet de nos préoccupations, nous pourrions tenter d'isoler certains effets pouvant découler d'un certain rythme d'évolution de l'automatisation.

Compte tenu du décalage de grandeur que reflète le graphique I sur lequel nous avons reporté aussi la valeur relative qui apparaît au tableau III, le sens et l'amplitude des variations nous empêchent formellement de voir, entre ces deux phénomènes, un quelconque effet de substitution. Les deux semblent évoluer dans le sillage immédiat du niveau général d'activité économique, suivant des tendances analogues qui peuvent infirmer la croyance dans le fait que la machine confine irrémédiablement l'homme dans ses tâches les plus terre-à-terre. Sans attacher à ce phénomène plus d'importance qu'il n'en faut, il convient cependant de souligner le fait que, n'eût été des investissements massifs auxquels allait donner lieu la transformation de l'équipement ferroviaire ¹⁵ en 1956, 1957 et 1958, la conformité d'allure de nos deux courbes devient flagrante.

Étant donné l'angle sous lequel nous envisageons ce problème de répartition, cette constatation a pour effet de déplacer nos vues vers un nouveau centre d'attraction, soit vers les problèmes de la mobilité sectorielle et de l'évolution des divers éléments constituant le produit qui nous préoccupe ici : il s'agit de la part dévolue à la main-d'œuvre manuelle dans les secteurs non considérés au tableau II. Compte tenu des fluctuations sectorielles ¹⁶ de la part du revenu national allant au travail dans un secteur particulier, fluctuations étroitement compensatrices au point d'engendrer une stabilité au

15. En 1956, 1957 et 1958, les investissements en nouvelles machineries et nouveaux équipements ferroviaires et télégraphiques étaient de l'ordre de 189.5, 237.0 et 175.6 millions de dollars.

16. Nous faisons ici allusion à l'article de M. Gérard Marion, « La part du travail dans le revenu national : l'expérience canadienne », *L'Actualité Économique*, avril-juin 1960.

niveau de l'ensemble de l'économie, nous voudrions nous arrêter sur quelques phénomènes structuraux bien particuliers à l'économie canadienne depuis la dernière guerre et qui nous laissent perplexes devant un jugement global du type de celui de Kalecki.

Notre auteur écrit : « ... En ce qui concerne l'amplitude des fluctuations, les salaires dans les autres industries (celles qui nous préoccupent ici et qui n'apparaissent pas au tableau II) se tiennent à mi-chemin entre les salaires dans les industries retenues (celles qui sont énumérées au tableau II) et la masse totale des salaires. On peut donc supposer pour ce groupe des fluctuations proportionnelles au total des salaires et traitements. À partir de cette hypothèse il est possible d'estimer au moins grossièrement les salaires dans les autres industries au cours de la période concernée. » ¹⁷

Au lieu de tenter l'effort pour le moins hasardeux d'avancer une estimation chiffrée qui se voudrait nécessairement quelconque, il est possible d'envisager quelques changements qui auraient pu imprimer à la part des salaires, dans les secteurs que Kalecki groupe sous le vocable de « *other industries* », des mouvements à la hausse ou à la baisse. Car la méthode employée par l'auteur consiste ni plus ni moins à évaluer sommairement, pour une année, les salaires versés à la main-d'œuvre manuelle dans les secteurs du transport (excluant les chemins de fer), de l'entrepôt, des communications, des utilités publiques, du commerce, de la finance et des services, pour en indexer l'évolution à celle de l'ensemble de la masse salariale. Toute substance se trouve ainsi perdue pour la raison bien simple que, étant donné la stabilité relative du rapport de la masse des salaires et traitements au revenu national ¹⁸, cette méthode ne fait que fractionner le numérateur en deux parties de telle façon que la seconde, une fois ramenée au même dénominateur que la première, ne contribue qu'à ajouter une quantité fixe au niveau déjà trouvé du rapport. Plus simplement, cet énoncé signifie que le fractionnement de rapports égaux ne fait qu'ajouter des rapports égaux à d'autres rapports égaux. Mathématiquement parlant, c'est un truisme.

Mais, dans le cas qui nous préoccupe, nous ne parlons que de rapports relativement égaux. Si bien que, suivant le procédé de

17. Kalecki, Michael, « The Distribution of the National Income », *op. cit.*, p. 200. (La traduction est de nous).

18. Voir l'article de M. Gérald Marion, *op. cit.*

l'auteur, l'expression graphique du rapport de l'ensemble de la masse des revenus versés à la main-d'œuvre manuelle sur le P.N.B.D. déjà calculé se résumerait en un déplacement vers le haut de chacun des points de la courbe A apparaissant au graphique I, déplacement d'une longueur commune qui serait à déterminer.

Il faut rappeler ici que nous n'avons pas la prétention de risquer un chiffre. Nous nous attacherons plutôt à analyser divers aspects qui auraient pu contribuer à la déformation de la courbe A au cours de son périple vers le haut.

L'impuissance à laquelle nous voue l'appareil statistique national nous incite à délaisser quelque peu la recherche du niveau de rémunération effectivement versé à la main-d'œuvre salariée du secteur tertiaire. Le caractère partiel de ce revirement tient au fait que le niveau global dont il est ici question se prête à décomposition. Ainsi, entre autres divisions possibles, les éléments de la rémunération annuelle des travailleurs salariés dans un secteur donné pourraient être exprimés sous la forme du produit $(n \times h \times t \times s)$, où :

- n fait état du nombre de salariés dans un secteur,
- s représente le nombre de semaines rémunérées durant l'année,
- h indique le nombre d'heures œuvrées par semaine,
- t symbolise le taux de salaire horaire.

Mais, étant centrée sur les années de l'après-guerre, cette étude relègue au second plan des éléments dont l'évolution structurelle tend de plus en plus à se cristalliser. À titre d'exemple, la généralisation de plus en plus poussée de vacances payées et l'extension du principe des congés statutaires a sûrement joué dans le sens d'une stabilisation plus grande du nombre de semaines rémunérées pour un travailleur affecté à la même tâche durant la période considérée.

Étant donné la complexité des phénomènes assez étroitement compensateurs mis en cause, nous nous contenterons de privilégier l'évolution du facteur n , de façon à dégager certaines constatations propres à nous faire douter de la méthode globale utilisée par Kalecki relativement à la rémunération de la main-d'œuvre manuelle dans le secteur tertiaire¹⁹. Mais, les statistiques dont nous dispo-

19. Nous incitons le lecteur à s'en remettre ici à l'article de M. Pierre Harvey, « Salaires et redistribution des revenus », *L'Actualité Économique*, avril-juin 1957, où se retrouvent certaines conclusions pouvant justifier l'importance que nous accordons au nombre d'employés par secteur.

Graphique II
Finance

sons²⁰ peuvent prêter à de fausses interprétations²¹. Dans ces conditions, le phénomène du grossissement des entreprises en termes d'effectifs humains aurait pour conséquence d'invalider tout raisonnement qui reposerait inconsidérément sur ces données. Seuls peuvent fournir matière à étude les secteurs où le taux de couverture estimé de l'échantillon n'oscille pas sensiblement. Cette restriction limite notre champ d'analyse aux seuls secteurs des transports, de l'entreposage, des communications et de la finance.

Le nombre des employés de chacune de ces deux catégories apparaît au tableau IV. Les graphiques II et III présentent les droites de régression calculées pour chacune d'elles suivant la méthode des

Graphique III
Transports, communications et entreposage

20. *Review of Employment and Payrolls*, O.F.S., Ottawa.

21. Ceci provient du fait que les données qui y figurent sont compilées à partir de renseignements fournis par les entreprises ayant 15 employés et plus.

moindres carrés. Il convient de souligner que les chiffres dont il est ici question s'appliquent à l'ensemble de la main-d'œuvre du secteur considéré et non à la seule main-d'œuvre manuelle.

Nous avons là deux catégories du secteur tertiaire qui participent très différemment à l'évolution structurelle perçue par divers auteurs, évolution dont G.-L. Reuber²⁴ a brossé une esquisse dans les termes suivants :

«... un des points les plus marquants de l'évolution de l'emploi au Canada, c'est-à-dire, le transfert continu des industries productrices de biens aux industries de services. De 1957 à 1961, l'emploi total dans les industries produisant des marchandises, l'agriculture étant exclue, a décliné de 3 p.c., cette chute étant entièrement imputable à l'année 1958. Dans les industries de services, par contre, l'emploi s'est accru de 17 p.c. De 1949 à 1957, l'emploi dans les industries produisant des marchandises, agriculture exclue, a augmenté de 10 p.c. et, dans les services, de 34 p.c. ».

Compte tenu de la contribution négative du secteur transports-entrepotage-communications, une importance toute particulière étant accordée aux chemins de fer (comme on pouvait le supposer à partir

Tableau IV
Nombre d'employés de deux catégories du secteur tertiaire
au Canada, tel que rapporté au mois de septembre²²

Années	Finance	Transports entrepotage et communications	Années	Finance	Transports entrepotage et communications
1947	82,803	n.d.	1956	131,963	382,019
1948	87,193	n.d.	1957	139,936	387,057
1949	90,674	n.d.	1958	143,079	368,135
1950	97,619	n.d.	1959	148,465	370,357
1951	103,490	334,519	1960	156,747	361,326
	(82 p.c.) ²³	(89 p.c.) ²³	1961	165,369	357,184
1952	108,144	345,223		(81 p.c.) ²³	(89 p.c.) ²³
1953	114,826	355,669	1962	172,567	356,515
1954	122,289	346,405	1963	185,624	360,278
1955	123,607	356,186			

22. *Review of Employment and Payrolls*, op. cit.

23. Ces pourcentages représentent le taux de couverture estimé tel que fourni dans la publication d'où sont tirés les chiffres apparaissant au tableau.

24. G.-L. Reuber, « The Objectives of Monetary Policy » (Travail préparé pour la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier), décembre 1962, p. 50. Traduction de l'auteur de cet article.

de la rémunération globale qui y est versée et dont il est fait état au tableau II), le taux est lourd. L'absorption de main-d'œuvre est le fait des secteurs du commerce, des services, des utilités publiques et de la finance. Par contre, l'ignorance à laquelle nous relègue l'insuffisance de la statistique nous empêche d'aller au delà de ce taux d'absorption global. Il eût certes mieux valu construire à partir du seul nombre des salariés dans chacun de ces secteurs.

Il s'agissait d'exposer ici quelques éléments propres à mettre en lumière le doute que nous avons exprimé relativement à la méthode par trop générale dont Kalecki se prévaut pour insérer la rémunération des salaires du secteur tertiaire dans les travaux empiriques sur lesquels il fonde quelques jugements d'ensemble. Cette analyse peut, de prime abord, laisser croire en la possibilité, à l'échelle canadienne, d'une distorsion de la part versée à la main-d'œuvre salariée du secteur tertiaire dans l'ensemble du revenu qui y est engendré, distorsion qui serait au profit de celle-ci. Mais la disparité des phénomènes structuraux compensateurs nous empêche ici d'arriver à une telle conclusion.

Il ne fait pas de doute que le cas du Canada peut sembler assez spécifique. Il n'en reste pas moins qu'il peut illustrer la fragilité des modèles globaux qui visent trop volontiers la conjoncture et la masse.

Robert ST-LOUIS,
licencié en sciences commerciales
(Montréal)